

Paris, le 30 NOV. 2012



Conseil supérieur
de la propriété
littéraire et artistique

182, rue Saint-Honoré
75033 Paris Cedex 01
France

Téléphone 01 40 15 82 16
Télécopie 01 40 15 88 45
cspla@culture.gouv.fr
www.culture.gouv.fr/cspla

SG/SAB/SDAS/12-309-bdpi

Madame Anne-Élisabeth Crédeville
Madame Françoise Benhamou

Mesdames,

Nous avons assisté ces dernières années au développement sur Internet d'importantes banques d'images (dites « microstocks ») qui proposent à la vente des clichés déposés par des auteurs – souvent amateurs – pour des coûts très inférieurs à ceux qui sont pratiqués par les structures professionnelles traditionnelles.

Les œuvres sont généralement déposées sous forme de fichiers numériques dans ces banques d'image sur la base de licences-types d'utilisation, généralement soumises au droit américain, qui visent une large étendue de droits d'exploitation.

Les organisations professionnelles représentant tant les photographes que les agences de presse ou d'illustration considèrent que ces pratiques nouvelles créent une concurrence déloyale, qui met gravement en péril leur activité.

Les problèmes évoqués sont d'abord d'ordre économique, dans la mesure où le prix des images ainsi diffusées, parfois leur gratuité, met en péril tout un secteur d'activité. Ces organisations évoquent ainsi les dispositions du code civil et du code du commerce qui fixent certaines limites à la liberté de fixation des prix.

Les problèmes sont en outre d'ordre juridique. La compatibilité des licences proposées aux auteurs, qui s'inspirent de systèmes juridiques étrangers, avec les dispositions légales en vigueur en France doit être cernée avec précision.

En effet, si les auteurs peuvent librement définir les conditions d'exploitation de leurs œuvres en ligne, y compris de manière gratuite (article L. 122-7-1 du code de la propriété intellectuelle), ils restent néanmoins protégés par un statut légal dont certaines dispositions sont d'ordre public et auxquelles il ne peut être dérogé par contrat.

Il importe, par conséquent, de s'interroger sur la détermination du droit applicable à ces banques d'images – code de la propriété intellectuelle français ou loi étrangère – et la liberté pour celles-ci de prévoir dans leurs licences l'application d'une loi étrangère au regard de l'indisponibilité de certaines prérogatives du droit d'auteur.

NA

Le Conseil supérieur a déjà, dans le passé, apporté un certain nombre d'éléments de réponse en 2003 dans son avis relatif à la loi applicable et à la juridiction compétente en matière de propriété intellectuelle et en 2007 dans son avis sur la mise à disposition ouverte des œuvres de l'esprit.

Sur la base de ces travaux, je souhaite que le Conseil supérieur puisse, dans le cadre de sa mission d'observation de l'exercice et du respect des droits d'auteurs et des droits voisins ainsi que de suivi de l'évolution des pratiques et des marchés, procéder à une analyse approfondie des pratiques contractuelles des banques d'images et de leur compatibilité avec la législation en vigueur.

L'objectif de cette étude sera de proposer des pistes d'éventuelles adaptations qui permettraient aux auteurs, dans le contexte de large ouverture des conditions de circulation des œuvres, de continuer à bénéficier des sources de revenus et des protections nécessaires au développement de leurs activités.

Je souhaiterais que la mission soit achevée pour la séance plénière du mois de juin 2013.

Avec un tel mandat les collègues.



Pierre-François Racine